

## COMPTE RENDU CONSEIL MUNICIPAL 22 FEVRIER 2023

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-deux février, à 18h30, le Conseil Municipal dûment convoqué, s'est réuni sous la présidence de Monsieur Jacques GARNIER, Maire de Cour et Buis.

Conseillers en exercice : 12

Conseillers présents : 10

Conseillers votants : 11

Date de la convocation du Conseil Municipal : 15 février 2023

Secrétaire de séance : Yann MARTINEZ

Procurations : Delphine GAY donne procuration à Philippe ORSINGHER

Lecture est faite du compte rendu de la dernière séance du conseil municipal qui s'est déroulée le 25 janvier 2023. Le conseil municipal adopte ce compte rendu à l'unanimité.

Les Conseillers Municipaux	Présents	Excusés	Absents
GARNIER Jacques	X		
ORSINGHER Philippe	X		
MOULIN Philippe		X	
TOGNARELLI Arlette	X		
MARTINEZ Yann	X		
JOURDAN Denis	X		
GAY Delphine		X	
RANCON Corinne	X		
RIGOUDY Florence	X		
DOLENZ Jean-Claude	X		
ROUSSEAU Jacques	X		
RENARD Muriel	X		

### Ordre du jour :

- Compte administratif 2022 et compte de gestion 2022
- Modification mode de versement RIFSEEP
- Mise en place RIFSEEP spécifique Régie
- Questions diverses
- Commissions communales et intercommunales

### ▪ COMPTE ADMINISTRATIF 2022 ET COMPTE DE GESTION 2022

Philippe ORSINGHER, 1<sup>er</sup> adjoint, expose aux membres du conseil municipal le détail du compte administratif de la commune pour l'année 2022.

Pour rappel l'ordonnateur rend compte annuellement des opérations budgétaires qu'il a exécutées.

A la clôture de l'exercice budgétaire, qui intervient au 31 janvier de l'année N+1, il établit le compte administratif du budget principal ainsi que les comptes administratifs correspondant aux différents budgets annexes.

Le compte administratif :

- Rapproche les prévisions ou autorisations inscrites au budget (au niveau du chapitre ou de l'article selon les dispositions arrêtées lors du vote du budget primitif) des réalisations effectives en dépenses (mandats) et en recettes (titres) ;
- Présente les résultats comptables de l'exercice ;

Est soumis par l'ordonnateur, pour approbation, à l'assemblée délibérante qui l'arrête définitivement par un vote avant le 30 juin de l'année qui suit la clôture de l'exercice.

Le compte de gestion sera voté lors du prochain conseil municipal de mars, la commune n'a pas encore le retour visé de la DGFIP.

Le premier adjoint ayant exposé,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Compte Administratif reprend l'ensemble des opérations du Budget Primitif et des décisions modificatives d'un même exercice. Son résultat reflète la gestion des finances de la Commune de l'exercice 2022. Les résultats sont arrêtés comme suit :



## INVESTISSEMENT :

Dépenses d'investissement :	- 620 382.42€
Recettes d'investissement :	787 048.46 €
Résultat d'investissement de l'exercice :	166 666.04 €
Résultat de clôture (qui tient compte du résultat d'investissement 2021) :	<b>237 715.24 €</b>

## FONCTIONNEMENT :

Dépenses de fonctionnement :	- 545 689.37 €
Recettes de fonctionnement :	618 689.37 €
Résultat de fonctionnement de l'exercice :	72 521.34 €
Résultat de clôture (qui tient compte du résultat de fonctionnement 2020) :	<b>264 819.07 €</b>

Il est proposé aux membres du Conseil Municipal d'approuver le Compte Administratif 2022.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité (Monsieur le Maire n'ayant pas pris part au vote conformément au Code Général des Collectivités Territoriales), le Conseil municipal :

- **ADOpte** le Compte Administratif 2022, conformément au document joint en annexe,
- **RECONNAIT** la sincérité des restes à réaliser.
- 

### ■ MODIFICATION MODE DE VERSEMENT RIFSEEP

Monsieur le Maire rappelle aux membres du conseil municipal la délibération 2022 03 06 du 30 03 2022 par laquelle le RIFSEEP (régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel) a été mis en place pour les agents communaux.

Les objectifs du RIFSEEP sont les suivants :

- Verser un régime indemnitaire à l'ensemble des agents,
- Instaurer un système lisible et transparent,
- Prendre en compte les responsabilités liées aux postes occupés, indépendamment des grades et de la situation statutaire des agents.

Il avait été décidé de verser une part fixe mensuellement, basée sur le niveau de responsabilités et l'expérience professionnelle et une part variable annuellement, liée à l'entretien annuel.

Les textes applicables à la fonction publique d'Etat prévoient un versement mensuel de l'IFSE. Toutefois, en application du principe de libre administration, les collectivités territoriales ne sont pas contraintes par la périodicité de versement prévue dans la fonction publique d'état.

Il est proposé la modification de cette délibération quant à la périodicité du versement de la part fixe. Cette part fixe serait versée annuellement en juin afin de conserver un esprit « prime » et que cette part fixe ne soit pas confondue avec le traitement mensuel.

La délibération 2022 03 06 sera modifiée comme suit :

#### Article 6 :

La part fixe du régime indemnitaire sera versée **annuellement au mois de juin**, au prorata du temps de travail.

La part variable fera l'objet d'un versement **annuel, au mois de novembre de chaque année** au prorata du temps de travail.

### ■ MISE EN PLACE RIFSEEP SPECIFIQUE REGIE

Suivant le principe de droit public de séparation de l'ordonnateur et du comptable, les agents n'ont pas vocation à manier des deniers publics pour le compte de leur employeur. Ces tâches incombent exclusivement aux services du comptable du trésor public.

Pour des raisons pratiques, des dérogations peuvent être accordées aux collectivités et établissements publics locaux pour la mise en place de régies d'avances et de recettes et donc de nommer des agents en qualité de régisseurs, et également de les indemniser compte tenu de leurs responsabilités.



Monsieur le Maire rappelle que la commune possède trois régies de recettes :

- Une régie pour les locations de salles et du matériel communal,
- Une régie pour la médiathèque,
- Une régie pour le CCAS,

L'indemnité allouée aux régisseurs d'avances et de recettes, habituellement versée sur la paie de mars, prévue par l'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 n'est pas cumulable avec le RIFSEEP.

En effet, la DGCL a précisé que l'indemnité de responsabilité des régisseurs d'avances et de recettes « fait partie des éléments de rémunération liés à une sujétion particulière, qui correspond à une contrainte spécifique du fait même de la nature des fonctions occupées.

Suite à la mise en place du régime indemnitaire (RIFSEEP) pour les agents communaux, le 01 04 2022, il est nécessaire de délibérer pour la mise en place d'une part fixe supplémentaire IFSE « Régie » pour nos deux agents qui ont en charge la gestion et la responsabilité des régies.

**CONSIDÉRANT QUE** l'indemnité allouée aux régisseurs d'avances et de recettes prévue par l'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 n'est pas cumulable avec le RIFSEEP au sens de l'article 5 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 ;

**CONSIDÉRANT** ainsi la nécessité de procéder à une régularisation des délibérations antérieures portant la mise en place du RIFSEEP en intégrant l'indemnité susvisée dans la part fonctions du RIFSEEP dénommée IFSE ;

**CONSIDÉRANT QUE** l'indemnité susvisée fera l'objet d'une part « IFSE régie » versée en complément de la part fonctions « IFSE » prévue pour le groupe de fonctions d'appartenance de l'agent régisseur, ceci permettant de l'inclure dans le respect des plafonds réglementaires prévus au titre de la part fonctions ;

### 1 – Les bénéficiaires de la part « IFSE régie »

L'indemnité peut être versée aux fonctionnaires titulaires et stagiaires mais également aux agents contractuels responsables d'une régie.

Elle est versée en complément de la part fonctions « IFSE » prévue pour le groupe de fonctions d'appartenance de l'agent régisseur.

### 2 – Les montants de la part « IFSE régie »

RÉGISSEUR D'AVANCES	RÉGISSEUR DE RECETTES	RÉGISSEUR D'AVANCES ET DE RECETTES	MONTANT du cautionnement (en euros)	MONTANT annuel de la part « IFSE régie » (en euros)
Montant maximum de l'avance pouvant être consentie	Montant moyen des recettes encaissées mensuellement	Montant total du maximum de l'avance et du montant moyen des recettes effectuées mensuellement		Montants à définir pouvant être plus élevés que ceux prévus dans les textes antérieurs dans le respect du plafond réglementaire prévu pour la part fonctions du groupe d'appartenance de l'agent régisseur
Jusqu'à 1 220	Jusqu'à 1 220	Jusqu'à 2 440	-	110 minimum
De 1 221 à 3 000	De 1 221 à 3 000	De 2 441 à 3 000	300	110 minimum

### 3 – Identification des régisseurs présents au sein de la collectivité ou de l'établissement

Groupe de fonctions d'appartenance du régisseur	Montant annuel IFSE du groupe	Montant mensuel moyen de l'avance et des recettes	Montant annuel de la part IFSE supplémentaire « régie »	Part IFSE annuelle totale	Plafond réglementaire IFSE
Catégorie C / Groupe C1 (2 régies)	11 340 €	Jusqu'à 1 220 €	220 €	220 €	11 340 €
Catégorie C / Groupe C1 (1 régie)	11 340 €	Jusqu'à 1 220 €	110 €	110 €	11 340 €

### 4 – Modalité de versement

La part fixe supplémentaire IFSE « Régie » sera versée annuellement au mois de mars, au prorata du temps de travail.

L'organe délibérant après en avoir délibéré :

- DÉCIDE l'instauration d'une part supplémentaire « IFSE régie » dans le cadre du RIFSEEP à compter du 01 03 2023 ;
- DÉCIDE la validation des critères et montants tels que définis ci-dessus ;
- DIT QUE les crédits correspondants sont inscrits au budget.



## ▪ QUESTION DIVERSES

### ○ Reprise de l'ancien snack

Les démarches pour la reprise de l'ancien snack sont en cours.

### ○ Marché Courtois

La commune souhaite mettre en place un marché hebdomadaire. Les élus en charge du projet vont prendre contact avec différents producteurs, commerçants, artisans...qui pourraient être intéressés.

### ○ AG Comité des fêtes

Lecture est faite du compte rendu de l'assemblée générale du comité des fêtes. Le comité des fêtes souhaite revoir l'organisation du feu d'artifice.

### ○ Réunion école pour garderie avec parents d'élèves

Monsieur le Maire recevra prochainement les parents d'élèves lors d'une réunion le vendredi 24 février 2023 en Mairie concernant la possibilité d'extension des horaires de garderie.

### ○ Opération « un arbre, un habitant »

La commune souhaite participer et bénéficier de l'opération « un arbre un habitant » lancé par le Président du Département de l'Isère Jean-Pierre BARBIER. Le département prend en charge 50% des plantations d'arbres. La commune a déposé son projet pour la plantation de 17 arbres qui seront plantés aux abords du complexe sportif et de la place de la Croix.

### ○ Achat panneaux covoiturage et extinction éclairage public

Des devis ont été demandés pour l'achat de panneaux de signalisation pour les zones de covoiturage qui seront prochainement créées et pour l'extinction de l'éclairage public. L'achat de 4 panneaux pour l'extinction de l'éclairage public (pour chaque entrée de la commune) représente un coût de 834€ HT et l'achat de 2 panneaux pour les 2 zones de covoiturage représente un coût de 147€HT. Cet achat sera prévu au budget primitif 2023.

### ○ Semaine de l'environnement

La semaine de l'environnement aura lieu du 1<sup>er</sup> au 08 avril 2023. La matinée village propre aura lieu le samedi 8 avril. Une communication sera faite auprès de l'école et des habitants via l'application Panneau Pocket.

## ▪ COMMISSIONS COMMUNALES ET INTERCOMMUNALES

### ○ Commission appel d'offre projet école du 13 02 2023

La commission d'appel d'offre s'est réunie le 13 02 2023 pour procéder à l'analyse suite à l'ouverture des plis des entreprises candidates. Un choix sera fait prochainement avec l'aide de l'architecte en charge du projet.

### ○ Conférence des maires du 13 02 2023

Le lancement du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal est effectif.

FIN DE SEANCE A 21H20